

## **SMDE et Agenda 21 : deux projets consensuels d'acceptation de développement dépendant**

Dans un article récent à propos du projet de développement avancé par Letchimy, nous disions notre intérêt pour tout ce qui pouvait participer d'un renouveau chez nous du débat de fond. Non seulement sur la question du développement, mais plus fondamentalement sur le type de projet de société aujourd'hui nécessaire.

Aujourd'hui, avec *le SMDE* (schéma martiniquais de développement économique) du Conseil régional et *l'Agenda 21* du Conseil général, la liste des projets de développement pour notre Martinique a véritablement pris un coup d'accélérateur. Une donne intéressante, car après une longue période de pénurie d'offres de contribution à la réflexion et au débat, le paysage donne change avec ces projets qui constituent des atouts pour la discussion démocratique, ô combien nécessaire.

Toutefois, si cette accélération d'offres de projets dits d'alternative populaire ailleurs, apparaît comme le produit d'une période nouvelle marquée depuis quelques années par une crise de plus en plus aiguë du capitalisme et une contestation grandissante de l'ordre libéral régnant, chez nous, elle n'en est pas directement le produit. La production du « très martiniquais » schéma de développement économique - comme de *l'Agenda 21* - n'est pas le résultat à l'origine, d'une volonté d'élus martiniquais d'offre de réponses à la crise de notre société comme beaucoup ont pu le penser. Elle est le produit – made in Martinique par des Martiniquais - de la volonté/diktat de l'Etat français, dans le sillage de sa propre réforme (pour les intérêts de la bourgeoisie qu'il sert), de voir réaliser par l'ensemble des institutions décentralisées, des schémas de développement tenant compte de leurs réalités locales.

De cette préoccupation de l'Etat français, on pourrait attendre d'élus patriotiques dirigeant la Région, une écriture de projet un tant soit peu hardie. C'est à dire une écriture d'un schéma qui prenne en compte à la fois leurs analyses de la société et leurs projets stratégiques.

Il n'en a pas été ainsi, et les rédacteurs du SMDE – tout comme ceux de *l'Agenda 21* - ont validé la demande de l'Etat par une écriture de schéma de développement du plus pur libéralisme. Rien à la vérité de très surprenant dès lors que la démarche conduisant à la rédaction finale du document avait accepté un cadre balisé par la mise à l'écart du peuple. Une démarche tournant le dos à la participation populaire et dont l'empreinte élitiste et bureaucratique constituait le plus sûr moyen de faire l'impasse sur les problèmes centraux de la population (emploi, chômage, salaires, logement, transport, éducation, environnement...) et de ses intérêts essentiels.

De manière simple, en se conformant au cadre posé par l'Etat, les rédacteurs des schéma et agenda martiniquais, ne se sont ils pas passés eux mêmes la corde autour du cou, et n'ont ils pas accepté d'écrire de simples schémas

d'aménagements de l'ordre plutôt que de s'inscrire dans une dynamique de contestation, même mineure, de l'ordre dominant ? Par ailleurs, sachant que la contestation de l'ordre dominant ne rime pas nécessairement avec volonté de remise en cause du système capitaliste, le SMDE comme l'Agenda 21- produits à froid - sont-ils la traduction d'une vraie volonté (comme dans de nombreux pays du Sud) de certains secteurs économiques de refuser leur seul rôle de relais des intérêts dominants, et de jouer enfin, avec l'ouverture d'une nouvelle fenêtre due à la crise, un rôle qui jusque là leur était interdit ? Et si oui, quelles sont-elles ?

En gros, le schéma et l'Agenda, élaborés plutôt bureaucratiquement, se posent-ils en alternance par rapport à l'actuel modèle ou en alternative ? En outre, sans mettre de trait d'égalité entre les deux projets, leur synthèse remise à dessein à Fillon, n'est-elle pas la manifestation et l'indice de leur très grande parenté et complémentarité tant sur le plan analytique qu'idéologique. Et dès lors, ne nous autorise-t-elle pas à les analyser conjointement ? De surcroît, cette synthèse n'est-elle pas la confirmation d'une analyse que nous avons faite il y a quelques temps indiquant l'identité (libérale) des politiques menées par la Région et le Département, comme la confirmation d'une contestation mineure de l'ordonnement économique actuel pour participer, à la marge, à une nouvelle redistribution du butin sur la base de projets qualifiés de novateurs et progressistes.

Pourtant, le SMDE n'ambitionne pas moins d'être une réponse à la crise de l'actuel modèle développé chez nous en même temps qu'une contribution visant à « *provoquer un électrochoc pour réveiller une Martinique frappée de quasi-tétanie, pour redonner du balan et de l'Humanité à une société en pleine déstructuration* ».

Une double ambition très forte, mais dont les limites et les contradictions sont contenues dans l'énoncé même de l'entreprise de construction du projet ayant pour fondement de « *réconcilier les Martiniquais entre eux* ». Une véritable démarche consensuelle, hautement illusoire et sérieusement dangereuse pour la très large majorité, car il n'est pas d'exemple de (ré)conciliation de nationaux qui se soit fait au profit de la majorité des citoyens, en raison simplement du caractère irréductible des intérêts des différentes classes sociales (bourgeoisie et masse salariée et populaire). Et pour le cas, cette vérité, non seulement la majorité régionale qui a piloté le SMDE – du moins ses ex-dirigeants syndicalistes – ne l'ignore pas, mais également certains conseillers généraux souverainistes, ferrailleurs occasionnels du patronat...

Dès lors, dans ces conditions, comment construire un projet visant à « *Entreprendre une nouvelle Martinique* », c'est à dire cherchant à « *veiller à ce que la croissance soit porteuse de développement* » qui soit en même temps « *garant d'une plus grande solidarité* » alors même que par définition, les intérêts des uns sont contradictoires avec ceux des autres.

Comment, comme l'indique l'Agenda 21 « *sensibiliser à la protection de l'environnement* », « *contribuer à la nécessaire évolution des comportements et des modes de vie* » et dans le même temps se taire sur les multiples attaques et dégradations dont cet environnement fait l'objet – et dont nous et les autres espèces faisons les frais- en raison des intérêts économiques de quelques uns. Le concept de « *développement durable et solidaire* », n'est il pas la tarte à la crème utilisée aujourd'hui pour faire passer la pilule de l'acceptation des lois fondamentales du capitalisme, en les travestissant du « *label très tendance* » durable et solidaire...

Qu'il s'agisse par exemple de dégradation de la mangrove, de recul des terres agricoles, du commerce ininterrompu de véhicules, n'y a t'il pas dans tous ces cas, priorité donnée aux intérêts privés – sous couvert de création/maintien d'emploi et d'activité – par rapport aux intérêts généraux et condamnation pratique du « *développement durable et solidaire* » ?

Comment encore parler de développement « *garant d'une plus grande solidarité* » dans le SMDE et de « *développement durable et solidaire* » dans l'Agenda 21, alors même que ce qui constitue la base de la solidarité et de « *la liberté d'être le propre Acteur de son développement* », à savoir une fiscalité digne de ce nom – soutendue par une véritable réforme fiscale - n'est nullement à leur ordre du jour ; que la prise en compte des besoins sociaux fondamentaux pour tous ( emploi, santé, éducation, logement, transport..) n'est aucunement évoquée comme une priorité ; et que... la solidarité, pointée pour exemple, ne va concerner que la solidarité intergénérationnelle !

A la vérité, en matière de développement comme en tout autre domaine concernant tout citoyen, il y a au moins deux conceptions très différentes. D'un côté, l'une qui rattache le développement au mode de satisfaction des besoins par le capitalisme, et qui pratiquement fait de la mondialisation capitaliste, une réalité indépassable et une fatalité qui nous sclérose (« *il faut d'emblée admettre que notre capacité à construire notre devenir sera souvent prescrite par les jeux de nombreux acteurs économiques, ...a-localisés. Et que...l'essor de secteurs...sera toujours suspendu aux arbitrages des grand lobbies...* »). Ici, le caractère surdéterminé de notre situation locale - par la mondialisation capitaliste - sert presque de prétexte à un mutisme coupable et à un vrai défaitisme, et semble devoir nous interdire le chemin (difficile et coûteux) de la lutte hardie contre l'Union européenne ( par le biais d'alliances sur place et ailleurs ), contre l'OMC ( avec d'autres dans le cas de la banane, par exemple )...C'est à dire le choix sans hésitation de pistes pour des batailles à partager avec d'autres, pour donner plus de fondement et d'assise aux « *lueurs d'espoir* » évoquées avec une timidité telle dans le texte, qu'elles ne peinent à imaginer qu'elles puissent demain illuminer la planète entière !

De l'autre, plus prosaïquement, celle signifiant que la prise en compte des besoins sociaux fondamentaux doit constituer l'axe fondamental de tout développement. Le notre comme celui des autres peuples. Car il n'est de salut

pour nous, que dans le refus de la priorité à la logique marchande qui nous impose ses modèles et son mode de satisfaction des besoins. Une conception combattue par tous les chantres du libéralisme, et qui loin de nous isoler des autres citoyens du monde, nous rapproche d'eux sur la base du partage de la conviction qu'« **un autre monde est possible et souhaitable** ». Un monde que le GRS entend « sans capitalisme et sans colonialisme ». Une conception qui tourne le dos au fatalisme de la toute puissance du capitalisme – sans nier sa domination à l'échelle mondiale - mais qui fait de la défense d'un certain ordre social ( justice sociale, priorité aux droits élémentaires fondamentaux comme le droit au travail, à la santé, au logement, à l'éducation...) l'axe comme le fondement de notre conception du développement, mais en même temps la matière de l'attaque dirigée par l'ultra-libéralisme en action pour le règne du marché et la maximisation du profit.

Il faut appeler un chat, un chat.

Le SMDE et l'Agenda 21, pensés et travaillés en permanence dans le cadre d'un consensus interclassiste, ayant pour objectif essentiel de « *réconcilier les Martiniquais entre eux* », (patrons, salariés, chômeurs, précaires...) ne pouvaient nullement déboucher sur autre chose que sur des documents d'un contenu libéral classique, aux enjeux sociaux fondamentaux masqués, et gagnés globalement au respect de l'ordre existant, et à l'idée de l'acceptation de notre insertion dépendante dans le marché mondial.

A la vérité, l'existence de ces projets a, au moins un mérite : celui de montrer qu'il y a plusieurs approches du développement. Qu'au moins deux de ces approches renvoient à des intérêts sociaux contradictoires, et qu'il n'y a pas nécessairement corrélation entre production de projets par des mouvements et partis populaires et nationalistes et recherche de développement au profit du plus grand nombre.

Oser le développement pour la majorité nécessite de ne pas s'engager dans d'illusoires unions de classes sociales, mais de bâtir des projets pensés à partir des besoins humains du plus grand nombre, en toute indépendance de classe. C'est à dire des projets qui envisagent de vraies dynamiques alternatives, qui rejettent les modèles de développement « *ne comptant que sur ses propres forces* » et qui évidemment font des besoins élémentaires des citoyens, la porte d'entrée à un vrai développement. ( janvier 2008 )